

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 JANVIER 1896.

Proposition de loi portant allocation d'une somme de 106,791 francs et des intérêts y afférents à M. J. Burnay, directeur honoraire de l'enregistrement et des domaines, ancien agent de la Caisse des dépôts et consignations.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Au cours de la session de 1893-94, j'avais déposé sur le bureau de cette assemblée une proposition de loi portant allocation d'une somme de 106,791 francs à M. J. Burnay.

Par suite de diverses circonstances, la Chambre des Représentants n'a pu discuter cette proposition avant la dissolution.

Mon honorable collègue, M. Heuse, et moi, mus par un sentiment d'équité, nous avons cru devoir la reproduire.

M. Burnay a été admis à la retraite.

L'Administration a saisi les quelques capitaux qui constituent sa fortune et elle en touche les revenus.

Ces circonstances rendent la position de cet ancien agent de l'État plus intéressante encore et justifient la demande que nous avons l'honneur d'adresser à la Chambre, du prompt examen et du vote favorable de notre proposition.

Voici, Messieurs, les développements que j'ai apportés à l'appui de la première proposition, en tout semblable à celle dont vous avez autorisé la lecture.

Par testament olographe du 27 janvier 1840, le sieur Jean-Joseph Bertho, de Liège, léguait ses biens à tous ses cousins, quel que fût le degré de parenté, et nommait M. l'avocat Frankinet exécuteur testamentaire.

Le 22 août 1848, il vint à mourir.

Les tribunaux furent appelés à fixer le sens des termes du testament. Ils

décidèrent que le legs était fait à tous les cousins au degré successible et par tête.

Dès l'ouverture de la succession, un grand nombre de personnes établirent leur parenté avec le sieur Bertho. D'autres cousins firent successivement reconnaître leurs droits en justice. Les parents dont les prétentions paraissent fondées sont environ cinq cents.

Statuant dans l'un des procès auxquels donna lieu cet héritage si vivement convoité, le tribunal de première instance de Liège, par jugement du 4 janvier 1865, confirmé par un arrêt de la Cour d'appel, décida que la succession appartiendrait à tous les légataires dont la qualification aurait été reconnue suffisante par un jugement coulé en force de chose jugée « entre tous les intéressés. »

L'héritière de l'exécuteur testamentaire, voulant se décharger d'un mandat d'une exécution impossible et échapper à toute responsabilité quant à la garde des biens, déposa, le 31 janvier 1877, à la Caisse des consignations, une somme représentant la totalité des biens délaissés par le sieur Bertho.

Telle était la situation quand M. Burnay fut nommé conservateur des hypothèques et agent de la Caisse des dépôts et consignations à Liège.

Il ne connaissait pas les difficultés et les procès qu'avait suscités la succession Bertho ; jamais il n'en avait entendu parler.

Vingt-cinq des ayants-droit résolurent de profiter de cette ignorance ; instigués et dirigés par l'un d'entre eux, le sieur Decoune, ils demandèrent et obtinrent l'envoi en possession pur et simple, conçu dans les termes suivants :

« Nous, vice-président du tribunal de première instance séant à Liège, »
» faisant fonctions de président, le titulaire empêché, envoyons les exposants »
» en possession des biens délaissés par le sieur Bertho, décédé à Liège, le »
» 22 août 1848, attendu qu'il n'a pas laissé d'héritier à réserve, vu l'expédition du testament dûment représentée ».

Veillez le remarquer, Messieurs, aucune restriction n'était mise à cet envoi en possession ; il portait sur tous les biens de la succession et ne pouvait faire supposer qu'un arrêt antérieur, celui de 1865, avait posé comme condition de la délivrance de la succession un jugement rendu contradictoirement entre tous les intéressés.

Le sieur Decoune se présenta, assisté de ses conseils et d'un notaire de la ville, chez M. Burnay, pour obtenir exécution de cette ordonnance et remise de la totalité de la somme déposée à la Caisse des consignations.

Le conservateur, voulant s'entourer de toutes les précautions usitées en pareille circonstance, exigea des actes de notoriété et la signification de l'envoi en possession. Decoune satisfait à ces demandes et fit en même temps sommation de délivrer les fonds consignés, sous menaces de poursuites judiciaires.

M. Burnay, convaincu, par la confiance que lui inspiraient les personnes dont Decoune s'était entouré et par les termes mêmes du jugement, que l'envoi en possession était définitif, demanda à la direction générale de la Caisse des consignations les ressources nécessaires pour verser entre les

ains de Decoune et consorts le montant de la succession Bertho. Cette somme considérable fut aussitôt, et sans la moindre observation, mise à sa disposition. Le 16 juin 1884, le conservateur, par acte passé par devant M^e Mouton, notaire à Liège, versa à Decoune et à ses co-intéressés 215,582 francs, représentant le principal et les intérêts des biens délaissés.

Ces faits ne tardèrent pas à être connus et à provoquer des poursuites contre Decoune. Le tribunal de Verviers l'acquitta. Appel fut interjeté et la Cour, dans l'arrêt de condamnation, déclara que les différents actes posés par Decoune : « la signification de l'ordonnance d'envoi en possession, la » sommation faite au conservateur de délivrer la somme consignée, sous » peine d'action en justice ; les visites répétées de Decoune au bureau des » hypothèques, en compagnie d'hommes de loi dont la présence était de » nature à inspirer confiance à Burnay sur la réalité des droits du prévenu ; » l'exhibition de la dite ordonnance, celle du projet d'acte de quittance ; » enfin la production de l'acte lui-même, constituent un ensemble de » manœuvres frauduleuses, pratiquées par le prévenu pour abuser de la cré- » dibilité de ce fonctionnaire ; que c'est au moyen de la fausse qualité et par » l'emploi des manœuvres dont il s'agit, qu'il a obtenu de Burnay la remise » des fonds qu'il s'est appropriés. »

L'administration de la Trésorerie se refusa à admettre les sommes versées à cet escroc comme dépense régulièrement et valablement faite, et exigea que le préposé de la Caisse des consignations reconstituât de ses deniers la somme déboursée en capital et intérêts.

M. Burnay, intimement convaincu que sa responsabilité n'était pas engagée, soumit ce différend à la juridiction civile. Celle-ci reconnut son incompetence. La contestation fut déférée à la Cour des comptes, qui, par arrêt du 12 janvier 1888, se ralliant à l'avis de l'administration, déclara M. Burnay débiteur envers la Caisse des consignations de la somme remise à Decoune et consorts.

Les signataires de la proposition de loi ne veulent pas discuter cet arrêt ; ils ne veulent pas soulever la question de responsabilité ou d'irresponsabilité du préposé ; ils ne viennent point demander au législateur de reviser une sentence de justice ; ils s'inclinent respectueusement devant cette sentence et lui rendent hommage en ne proposant d'en atténuer les effets que pour partie ; ils ont pensé que le juge n'a pu tenir compte de toutes les circonstances, que, si les lois ont été régulièrement appliquées dans cet arrêt, l'équité réclame une solution différente.

Leur opinion est fondée sur les considérations suivantes.

M. Burnay, arrivé depuis peu à Liège, ne connaissait pas l'affaire Bertho ; un escroc profite de cette circonstance, il met en œuvre toutes les machinations d'un esprit pervers, il s'entoure de mille précautions, de personnes honorablement connues à Liège, pour écarter tout soupçon de la pensée du conservateur et l'induire dans la fatale erreur ; il se sert habilement du texte même de l'ordonnance d'envoi en possession, — qui est conçue, vous avez pu le constater, Messieurs, en termes généraux et ne contient aucune réserve, aucune restriction, — pour confirmer M. Burnay dans la croyance

que les prétendants que visait cette ordonnance, étaient les seuls légataires de M. Bertho.

Puis les fonds ont été remis entre les mains d'héritiers véritables, dont les droits avaient été reconnus en justice.

Aucune revendication ne pourra être exercée; jamais on ne pourra réclamer utilement à l'État les capitaux consignés, car un jugement rendu contradictoirement entre tous les parents — cinq cents environ — au degré successible, comme le prescrit l'arrêt de 1865 de la Cour d'appel de Liège, entraînerait des frais si considérables, qu'ils atteindraient une somme bien supérieure à la valeur des biens délaissés.

Les fonds remis à Decoune n'appartiennent pas à l'État. S'ils doivent lui échoir dans l'avenir, ce n'est point parce qu'ils constituent une succession en déshérence; si, dis-je, ces biens doivent entrer dans le Trésor public et ne peuvent recevoir la destination qui leur a été assignée par le défunt, c'est par le fait même de nos institutions judiciaires, à cause de l'élévation des frais de justice; là est l'obstacle invincible à l'exécution des volontés du testateur et à la prise de possession des legs.

C'est donc contre la volonté formellement exprimée du *de cuius* et à cause d'une imperfection de notre législation que l'État deviendrait propriétaire des biens consignés. N'y aurait-il pas quelque chose d'immoral à voir le Trésor public bénéficiaire de cette circonstance?

Cet arrêt, enfin, s'il devait recevoir sa pleine exécution, causerait la ruine complète d'un fonctionnaire qui a consacré tout ce qu'il avait de forces au service du pays et dont la longue carrière administrative a été sans tache et hautement honorable.

Touchés par les considérations que nous venons d'exposer, les auteurs de la proposition ont cru remplir un devoir de conscience en usant de leur initiative parlementaire; ils viennent avec confiance vous prier, Messieurs, de poser un acte d'humanité, d'équité, en adoptant la proposition de loi qu'ils ont l'honneur de vous soumettre.

P. DE FAVEREAU.

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE PREMIER.

Une somme de 106,791 francs avec les intérêts y afférents depuis le 16 juin 1884 est allouée à M. J. Burnay, ancien agent de la Caisse des dépôts et consignations à Liège. Cette somme figurera en dépense à titre d'indemnité dans sa comptabilité et couvrira ainsi à concurrence de moitié les fonds remis par lui à des envoyés en possession de la succession Bertho, en vertu d'un acte dressé par M^c Mouton, notaire à Liège. Cette somme sera imputée sur les ressources ordinaires du Trésor.

ART. 2.

M. Burnay devra verser, avant le 1^{er} juillet 1896, à la Caisse des dépôts et consignations, avec les intérêts légaux à partir du 16 juin 1884, la somme de 106,791 francs représentant la moitié du capital qu'il a remis à divers héritiers du sieur Bertho.

ART. 3.

Si l'État venait à être condamné à payer aux héritiers Bertho ou à leurs ayants-droit une somme supérieure à celle que M. Burnay aura réintégrée dans la Caisse des dépôts et consignations, celui-ci devra restituer à l'État cet excédent avec les intérêts et les frais auxquels les tiers auraient droit au moment du remboursement.

P. DE FAVEREAU.
PAUL HEUSE.
